

ASSEMBLEE NATIONALE

**COMMISSION ECONOMIE, FINANCES
ET CONTRÔLE DE L'EXECUTION
DU BUDGET**

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité*Travail*Progrès

RAPPORT N°22

SUR

**LE PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION
DE L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE
FINANCEMENT DU PROJET
DE CONSTRUCTION
DU RESEAU DE TRANSPORT D'ENERGIE
ASSOCIE A LA CENTRALE D'IMBOULOU**

Quatorzième (14^e) législature

Cinquième session ordinaire administrative du 1^{er} février 2019

Le présent rapport est structuré comme suit :

Introduction

- I. Présentation du projet de loi
- II. Examen du projet de loi

Conclusion.

INTRODUCTION

La Commission Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget s'est réunie le 30 mars 2019 dans la salle 102 du Palais des Congrès, sous la direction de son Président, l'honorable **Maurice MAVOUNGOU**, afin d'examiner le projet de loi portant approbation de l'avenant n°2 à la convention de financement du projet de construction du réseau de transport d'énergie associé à la centrale d'Imboulou.

Ont pris part aux travaux, les Honorables Députés membres de la Commission ci-après :

➤ Thierry HOBIE	Premier-Vice-Président ;
➤ Abel Joël OWASSA YAUCA	Deuxième Vice-Président ;
➤ Marien MOBONDZO ENDZONGA	Rapporteur ;
➤ Bonaventure BOUDZIKA	Secrétaire ;
➤ Joseph BADIABIO	Membre ;
➤ Fidèle BOSSA	Membre ;
➤ Jean Pierre IBOMBO	Membre ;
➤ Avanke LEKOUNDZOU TSATSA	Membre ;
➤ Alexis NDINGA	Membre.
➤ Jean Valère MBANI	Membre ;
➤ Eugène MBANZOULOU	Membre ;
➤ Venance MOGNA	Membre ;
➤ Christophe NDIKI MAMPAKA	Membre ;
➤ Bernadette ONDZE née NGAMBOLO	Membre ;
➤ Honoré SAYI	Membre ;
➤ Paul Gibert TCHIGNOUMBA BOUMBA	Membre.

Excusé: (01)

➤ Justin KOUMBA	Membre.
-----------------	---------

I/- PRESENTATION DU PROJET DE LOI

La République du Congo et la société China National Machinery & Equipment Import & Export Corporation (CMEC) ont signé le 19 décembre 2005, une convention de financement d'un montant de 551,507 millions de dollars US, pour la construction du réseau de transport d'énergie, associé à la centrale hydroélectrique d'Imboulou.

A l'issue des négociations, les deux parties sont parvenues en date du 18 janvier 2006 à l'avenant n°1 aux fins de réduire les délais d'exécution des travaux à trois (3) ans et cinq (5) mois au lieu de cinq (5) ans préalablement prévus.

Des modifications ont été apportées à la convention de financement, notamment aux articles 6, 8 et 13 relatifs aux conditions du crédit, au remboursement de celui-ci, ainsi qu'à d'autres conditions.

Les manquements avérés, constatés dans l'exécution de la convention ont amené le Congo et CMEC à la signature de l'avenant n°2, ayant pour objet de modifier certains articles de la convention de financement et de l'avenant n°1 à celle-ci.

Les modifications apportées par l'avenant n°2 concernent :

- le nom du prêteur ;
- les conditions du crédit ;
- le remboursement du crédit, selon un tableau d'amortissement convenu ;
- la durée, la validité et la résiliation du crédit ;
- les conditions d'entrée en vigueur du crédit.

II/- EXAMEN DU PROJET DE LOI

L'examen de ce projet de loi a obéi à la procédure suivante :

1. Audition du Gouvernement ;
2. Préoccupations des Honorables Députés ;
3. Réponses du Gouvernement.

II/-1- AUDITION DU GOUVERNEMENT

Dans le cadre de l'examen de ce projet de loi, la Commission a procédé à l'audition de Monsieur **Calixte NGANONGO**, Ministre des Finances et du Budget.

Dans son exposé liminaire, le Ministre a indiqué que ce projet de loi concerne un accord de prêt signé le 19 décembre 2005 entre la République du Congo et la société chinoise CMEC, pour financer la construction du réseau de transport d'énergie, associé à la centrale hydroélectrique d'Imboulou.

Ce prêt a été contracté aux conditions suivantes :

- montant : 551,5 millions USD soit environ 321,7 milliards FCFA ;
- durée : 17 ans ;
- différé : 5 ans ;
- taux : 0,2%.

Il a ensuite précisé que le 18 janvier 2006, un Avenant n°1 portant sur le réaménagement de la durée de remboursement et le différé a été signé.

Jusqu'en 2015, le service généré par ce prêt a été régulièrement payé pour un montant de 208 millions USD.

Tenant compte des paiements effectués, le montant de la dette restant due s'élève à 468,4 millions USD soit environ 273,2 milliards FCFA dont :

- arriérés : 132,8 millions USD soit environ 77,4 milliards FCFA ;
- encours hors arriérés : 335,6 millions USD soit environ 195,8 milliards FCFA.

Selon l'article 217 alinéa 2 de la Constitution, les traités et accords et accords internationaux ne peuvent être ratifiés par le Président de la République qu'après autorisation du Parlement, notamment en ce qui concerne les traités qui engagent les finances de l'Etat.

C'est à bon droit que le texte en projet est soumis à l'examen de l'Assemblée nationale.

II/-2- PREOCCUPATIONS DES HONORABLES DEPUTES

A la suite de l'exposé du Gouvernement, les Honorables Députés ont formulé les préoccupations portant sur :

1. les manquements constatés justifiant l'avenant n°2 ;
2. les garanties pour la bonne exécution des nouveaux engagements financiers.

II/-3- REPONSES DU GOUVERNEMENT

A ces préoccupations exprimées par la Commission, le Gouvernement a donné les éléments de réponse ci-après :

1. Sur les manquements constatés justifiant l'avenant n°2 ;

Le seul manquement constaté dans l'exécution de l'Accord de prêt et qui est à l'origine du présent Avenant est le non-paiement à bonne date de certaines échéances.

2. Sur les garanties pour la bonne exécution des nouveaux engagements financiers.

Pour garantir la bonne exécution de l'Avenant n°2, une série de mesures ont été prises par le Gouvernement, non seulement en vue de respecter l'échéancier au titre du présent Avenant mais également, de façon générale, d'éviter l'accumulation des arriérés. Il s'agit notamment :

- de l'assainissement des finances publiques ;
- du respect scrupuleux de la loi de finances à travers l'exécution régulier du service de la dette publique.

A titre d'illustration, les premières échéances des intérêts de la période de différé prévues par l'avenant ont été payées à bonne date.

CONCLUSION

Au terme des débats, la Commission Economie, Finances et Contrôle de l'Exécution du Budget a adopté à l'unanimité **le projet de loi portant approbation de l'avenant n°2 à la convention de financement du projet de construction du réseau de transport d'énergie associé à la centrale d'Imboulou.**

Le vote de la Commission a donné les résultats suivants :

- | | | |
|-------------------|---|----|
| - Inscrits | : | 18 |
| - Présents | : | 17 |
| - Ont voté pour | : | 17 |
| - Ont voté contre | : | 0 |
| - Abstentions | : | 0 |

En conséquence, la Commission invite la plénière de l'Assemblée nationale à faire autant.

Brazzaville, le 30 mars 2019

La COMMISSION